

*Les Universités au temps de la mondialisation/globalisation
et de la compétition pour l' « excellence »*

Colloque international organisé par l'Université Paris-8,
à l'occasion de son 40^{ème} anniversaire
(11 - 14 mai 2009)

Symposium n° 5 : Université & pensée critique

*Le rapport au savoir historique du temps présent à l'ère de la
mondialisation : un regard croisé Sud/Nord*

Mokhtar AYACHI

Professeur des Universités

Directeur du Musée de l'Éducation (Tunis)
130, Bd du 9 avril 1938, Tunis 1006 (Tunisie)

Introduction:

Comment écrire et enseigner, à l'ère de la mondialisation et devant les nouvelles données qui en sont issues, une histoire du temps présent, ouverte sur le monde et ses mutations, si l'université n'offre pas la tribune et ne reste pas toujours la citadelle de la pensée critique libre ?

En effet, fidèle à sa tradition et au contexte qui a permis sa création, il y a quatre décennies, l'université Paris-8 nous offre aujourd'hui une occasion de plus de croiser nos approches sur le thème de l'actualité, relatif au rapport de l'institution académique avec la mondialisation.

Cependant, y a-t-il lieu de s'interroger d'abord sur l'existence de similitudes de contextes entre celui que nous vivons actuellement en 2009 et celui qui a vu la création de Paris-8 en 1969 ? Les pesanteurs ainsi que les antagonismes, à l'échelle locale et internationale ne sont-ils pas les mêmes ? Autrement dit, en quoi la mondialisation/globalisation, dans sa version « américanisée », est-elle différente du profil impérialiste des années soixante/soixante-dix ?

Dans ce sens, si les défis et les enjeux évoluent avec les contextes, les stratégies des acteurs, de leur côté, obéissent plutôt à la dialectique des intérêts, souvent contradictoires. Et si depuis la chute du communisme à l'Est de l'Europe et l'adhésion de la Chine à l'économie du marché, une réalité nouvelle qui est la « mondialisation » est convoquée pour « penser » le monde, l'école marxiste qui a révolutionné, à partir de la seconde guerre mondiale, les sciences sociales et humaines (par son arsenal conceptuel notamment) sera-t-elle pour sa part, incapable de produire de nouvelles approches, de nouvelles alternatives pour l'histoire du temps présent ?

L'espoir du « village planétaire » a engendré des conséquences incalculables qui n'ont pas tardé à apparaître : délocalisation (depuis le début des années soixante-dix, avec les sociétés off shore qui s'installent au Sud), nouvelle division internationale du travail, crises financières, compétition pour « l'excellence » des institutions académiques au service de l'entreprise, etc... Ce sont autant de données qui interpellent aujourd'hui l'historien universitaire, s'intéressant au temps présent et s'interrogeant sur les contenus à enseigner et sur l'histoire même à écrire.

En partant de réflexions développées ces dernières années dans le cadre de deux séminaires de Masters dans deux universités tunisiennes : la première sur l'épistémologie et la didactique de l'histoire ; la seconde sur des questions ou concepts de *Contemporanéité, Universalisme, Nouvel Ordre mondial, Mondialisation/Globalisation* et leurs liens historiques, l'on ne peut s'empêcher de développer une approche critique, mettant en question le rapport au savoir historique, dépassant la simple « périodisation » et l'« historicisation » de la mondialisation.

Cette dernière, produit des mutations continues, à l'échelle planétaire, est appréhendée également au niveau des représentations des universités du Sud qui sont désormais partenaires de l'histoire globale. Mais cette représentation change-t-elle d'échelle avec le changement de lieu, du Nord au Sud ? Les fonctions et les finalités des institutions académiques, dans leurs rapports à leurs sociétés respectives (Nord/Sud), seront-elles différentes, dans un contexte répondant pratiquement aux mêmes contraintes ?

Comprendre le mouvement historiographique du temps présent, c'est aussi rechercher des connexions des circulations, des métissages dans les nouvelles aires culturelles qui se dessinent. Celles-ci, en tant que champs d'études, dans leur proximité (de village planétaire), rendue possible grâce aux TIC, ne concourent-elles pas d'ailleurs, au moyen d'approches critiques de l'altérité, à la réalisation d'une histoire globale, en dépit de certains particularismes ou diversités qui font la richesse de l'universel ?

I - Des similitudes de contextes historiques (1969-2009) ?

S'il est vrai que le contexte social, culturel, voire politique à l'échelle locale française présente actuellement des différences fondamentales avec celui qui a vu la création de Paris-8 en 1969, il n'en demeure pas moins vrai que certaines similitudes, telles des constantes, peuvent encore être observées de nos jours, après quatre décennies. Une pareille constatation peut paraître énigmatique.

a - Au niveau du champ des sciences humaines et sociales :

Comme c'était le cas, au cours de la fin des années 60 et du début des années 70 pour l'enseignement de l'histoire du temps présent, les historiens sont toujours attentifs, à l'instar de leurs pairs sociologues, particulièrement aux problèmes du vécu des sociétés qui leur sont contemporaines. Il s'agissait, à l'époque du contexte des luttes de libération nationale en Asie, notamment, des relents de la guerre froide et de son prolongement Est / Ouest dans les pays du tiers monde. Partout, le mouvement anti-impérialiste influençait fortement les productions historiographiques d'obédience marxiste et inversement. D'ailleurs le marxisme lui-même, en tant qu'école de pensée, contribua fortement à l'évolution de la

conceptualisation, des paradigmes et des approches dans le champ des sciences sociales et humaines¹.

L'un des foyers les plus importants en France de ce mouvement d'idées, fut l'Université de Vincennes, dont la création en 1969 est issue du fruit de luttes sociales, s'inscrivant dans la revendication de la liberté, de la justice et de la démocratie. Cette institution reste à nos jours attachée à ces valeurs universelles qui constituent toujours son référentiel, après 40 ans d'existence².

L'écart entre le Nord industrialisé et développé (héritier d'empires coloniaux) et le Sud prolétarisé (anciennement colonisé) était perçu, déjà à la fin des années 60, comme l'expression d'une injustice historique. Cette situation de sous-développement, a inspiré les analyses de l'école marxiste très active, au lendemain de la seconde guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 70. Le tiers-mondisme a été porté au rang de doctrine économique et politique inspirant, comme aujourd'hui pour l'altermondialisme, des organisations de solidarité internationale contre l'hégémonie impérialiste, en particulier américaine.

L'enseignement et la recherche universitaire appréhendaient ces données, à double échelle locale et internationale, en construisant une intelligence du temps historique à travers des faits vécus, de simultanéité, de continuité, de rupture, de courte et de longue durée.

Des réflexions épistémologiques sur la science historique, mais aussi sur la perception du temps et de l'espace, commençaient ça et là, notamment à Paris-7, au temps de François Bedarida³, Jean Chesneau⁴, de Vidal Naquet, Yves Lacoste⁵ (fondateur de la revue *Hérodote*), Henri Moniot⁶ et de bien d'autres illustres parmi nos anciens professeurs, comme Emmanuel Le Roy Ladurie, auteur de l'œuvre d'anthropologie historique « Montaignou, village occitan » (1975), etc.... Le rapport au savoir historique, sous l'angle de son enseignement ou sa gestion au niveau des contenus, a commencé à être repensé au milieu des années 70. Il y eut même la création d'un UER de "didactique de la géographie, de l'histoire et des sciences de la société"⁷.

Tout ce mouvement scientifique intellectuel, voire politique dans et autour de l'université (s'inscrivant dans le sillage de l'école de la Nouvelle Histoire), notamment à Paris-7 et Paris-8, qui forment son principal foyer, faisait du nouveau rapport aux savoirs une nouvelle posture pour appréhender les paradigmes de l'histoire du temps présent, dont l'anti-impérialisme formait le thème central.

Mais en dépit de la vigilance critique dans l'observation des faits sociaux et des mutations à l'échelle du temps et de l'espace dans l'étude des phénomènes contemporains, des transformations lentes mais majeures commençant à l'Est de l'Europe, semblaient échapper à

¹ Harnecker Marta, *les concepts élémentaires du matérialisme historique*. (traduit de l'espagnol par Jacques et Solange. Gouverneur- Delaunois), Bruxelles : éd. Contradictions, 1974, 258p.

² L'université Paris-8 reste encore celle qui accueille le plus d'étudiants étrangers aujourd'hui.

³ Bedarida François – *Histoire critique et responsabilité*- Paris, Bruxelles : IHTP-CNRS, Col. "Histoire du temps présent", Paris, 2003, 358p. (ouvrage posthume reprenant une série de ses articles et contributions publiés dans les années 1990-2000).

⁴ Chesneaux Jean – *du passé faisons table rase : à propos de l'Histoire et de Historiens* - Paris, petite collection Maspéro, 1976.

⁵ Lacoste Yves – *la Géographie ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris : F. Maspéro, 1976.

⁶ Moniot Henri – *Didactique de l'Histoire*, Paris : F. Nathan, 1993

⁷ Dont l'auteur, lui-même, est issu

la lucidité de l'analyse sociologique et historique. Il s'agit des effets de l'usure de la guerre froide et du pouvoir des symboles intrinsèques du modèle capitaliste et de ses codes culturels sous-jacents sur la transformation des mentalités à l'Est.

Cependant ces mutations lentes, conduites dans le cadre d'une stratégie économique et politique de longue haleine, commencèrent réellement dès 1917, date coïncidant simultanément avec deux événements majeurs : le début du débarquement des Américains à Saint-Nazaire, en juin 1917⁸, d'une part, et la révolution bolchevique d'Octobre 1917, d'autre part. L'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale, aux côtés des Alliés, inaugurait ainsi l'ère de leur leadership sur l'Europe occidentale. Les *14 points* de Wilson, ainsi que la *Charte de l'Atlantique*, en passant par les reconstructions de l'Europe, (après les deux guerres) et le *Plan Marshall* ne constituèrent-ils pas les étapes de la mise en place d'un Ordre américain déplaçant le centre de gravité de la puissance qui soumettait jusque là une bonne partie des pays du monde ?

En effet, les changements qu'a connus l'Europe de l'Est, notamment l'URSS (à l'époque de Gorbatchev), le passage de la Chine à l'économie du marché, la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'unification des deux Allemagnes constituèrent l'achèvement de l'édification de ce Nouvel Ordre mondial sous la houlette des États Unis. Ceux-ci en position hégémonique sans rival sur le monde, se définissent désormais (depuis l'année 2000) comme les défenseurs de la civilisation occidentale.

Toutes ces mutations s'accéléraient en cascade, en bouleversant le monde et ses certitudes, en créant des interrogations et des doutes, quant au référentiel idéologique des courants de pensée libre, n'ont pu être, en fait, prévenues ni même imaginées à temps par les observateurs, spécialistes des sciences humaines et sociales.

b- Néo-impérialisme et nouvelles formes de luttes :

Le Nouvel Ordre mondial mono-polaire, plutôt américain, en orchestrant une psychose de la peur (d'un ennemi invisible), s'est imposé à partir du début des années 90, avec la déclaration de guerre (menée au nom des forces de l'Alliance) contre toute opposition à l'hégémonie ou au leadership des États-Unis sur le monde. C'était la guerre contre l'Irak en 1991, sous prétexte de détention "d'armes de destruction massives", puis à nouveau contre le "terrorisme", à partir de 2001...⁹. Cet Ordre se présentait comme la « seule » alternative à l'échelle universelle, où émerge un système ou une stratégie de "globalisation" s'appuyant sur un arsenal de concepts techniques et scientifiques. Une nouvelle idéologie, basée sur la prédominance de l'économique sur le culturel et le social, faisant de l'utilitarisme et de la plus-value les fondements de la nouvelle « rationalité » (américaine), commence ainsi à se répandre par les mass-médias sur une grande échelle.

Un nouveau type de culture est né, une culture en rupture avec les référentiels civilisationnels de la Renaissance et des Lumières qui ne sont pas les siens¹⁰. D'ailleurs cette « culture de marché » (par analogie à l'économie de marché), est en désengagement total avec le patrimoine de la modernité et son prolongement universel ; ce patrimoine qui a créé la

⁸ Même si leur déclaration d'entrée en guerre remonte au 6 avril de la même année.

⁹ Guerres qui l'ont multiplié, réellement...

¹⁰ D'ailleurs, il serait intéressant de calculer ou d'évaluer le degré d'écart formé par l'angle de l'axe créé par le Nouvel Ordre mondial dans sa phase historique à partir de la seconde révolution industrielle et le début de l'aventure coloniale (Outre-mer) par rapport à la trajectoire universelle dont la Renaissance la Modernité ou les Lumières et la Contemporanéité constituaient les étapes initiales...

société civile avec ses différentes composantes. C'est cette société, jalouse de ses acquis, conquis de hautes luttes, qui s'oppose aujourd'hui par différents modes d'actions aux tentatives de substitutions d'une sous-culture menaçant son patrimoine culturel et civilisationnel. Il s'agit d'une acculturation menée au nom de la "mondialisation/globalisation" et présentée à dessein par les mass-medias, comme synonyme de l'Universalisme.

Devant l'irruption d'un nouveau genre de mode de pensée, voire de modèle culturel, imposé par un mode de production issu d'Outre-Atlantique, accordant une place prépondérante au virtuel, nous assistons à une mobilisation d'hommes et de femmes libres formant la composante active de la société civile. Celle-ci considère que ce Nouvel Ordre mondial n'est que le stade suprême de l'impérialisme, ennemi historique des peuples et des classes populaires. Cette mobilisation, dans sa nouvelle forme dynamique, a commencé réellement depuis la fin des années 1980 avec la crise du militantisme et le déclin de l'engagement.

Une mutation de l'action de la société civile, dans le cadre d'un type nouveau d'associations comme *ATTAC* (créée en Juin 1998) regroupant des sensibilités plurielles, a commencé à se faire ressentir sur le terrain comme un contre pouvoir se manifestant lors des sommets et Forums sociaux, organisés annuellement par les décideurs des grandes puissances économiques, notamment à Seattle, contre l'OMC en 1999 ou encore à Davos en 2008, ou plus récemment (début avril 2009) à Londres (G20).

Il s'agit de l'"Altermondialisme", une réponse à la mondialisation/globalisation dans sa forme néo-libérale ou "turbo-capitaliste" avec ses implications au niveau local, remettant en cause les acquis sociaux, et au niveau mondial hégémonique. L'alternative brandie par les diverses composantes de la société civile soutient que plusieurs formes de mondialisations "plus humaines" sont possibles.

Ce mouvement social, issu de traditions militantes et d'héritage de luttes tiers-mondistes des années 60/70, s'est reconverti dans un nouveau combat pour une société mondiale citoyenne. L'action de différentes composantes de la gauche post-soixante-huitarde formées en réseaux de sensibilités diverses de la société civile, a créé ainsi un renouveau de l'engagement intellectuel, où le local s'articule étroitement avec le global et où les frontières ne forment plus d'obstacles devant le vaste mouvement de la solidarité internationale contre les injustices faites aux peuples.

Ainsi, à partir des dynamiques collectives transnationales, rappelant les mobilisations du début des années 1970 contre la guerre et l'injustice au Viêt-Nam, au Chili, etc..., émerge une force unificatrice, une logique mondiale des solidarités des peuples qui donne à l'internationalisme de fait, un nouveau visage mettant en avant un mot d'ordre universel : un autre monde (plus équitable) est possible. Il s'agit aussi de l'alternative (historiographique marxiste) de penser de bas en haut une autre cosmopolitique.

Face au néo-libéralisme, qui développe d'ailleurs une sorte d'intégrisme économique¹¹, en créant une dépendance interplanétaire croissante mais en suscitant, d'autre part, de fortes résistances, les revendications de l'altermondialisme (dont certaines ont été prises en considération lors du dernier sommet de Londres du G.20) concernent aussi bien les

¹¹ Cf. Bourguinat Henri, *Les intégrismes économiques : essai sur la nouvelle donne planétaire* – Paris : Dalloz, 2006, 189p.

pays du Sud que ceux du Nord. Si la taxation des transactions financières (objectif d'*ATTAC*), le démantèlement des paradis fiscaux et les questions de l'équilibre écologique (réduction des émissions de gaz, interdiction de la pratique des OGM) forment des desiderata répandant plus aux attentes des sociétés civiles des pays de l'OCDE, les revendications de la démocratisation des règles des grandes instances financières internationales (BM, FMI, OMC...), l'allègement des dettes des pays pauvres et le développement durable (par la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles), s'inscrivent davantage dans le cadre des solidarités internationales avec les pays du Sud. Il est de même que pour d'autres propositions concernant : la justice, la paix, la démocratie, les droits de l'homme, etc...

Est-il besoin de rappeler que les revendications des valeurs universelles d'un monde plus juste, avec ses deux composantes nordiste et sudiste, forment la constante des luttes populaires et du combat des sociétés libres, à travers les contextes historiques contemporains. Mais si l'impérialisme, dans son stade des années soixante et soixante-dix, constitue une oppression des pays du Sud, celui de la fin du XX^{ème} et du début de XXI^{ème} siècle, dans son stade suprême "mondialisé" impose, à travers l'hégémonie de son système obnubilé par la quête de la plus-value, une autre culture, un autre mode de pensée et d'existence, menaçant les sociétés humaines dans leurs humanité même.

Cette situation de tension et de dualité, nourrie par une ambiguïté du discours du système dominant quant aux aspects "universels" du déterminisme de la globalisation, ne rappelle-t-elle pas, par ailleurs, certains cycles qu'a connus la révolution française ?

En effet, l'histoire des peuples n'est-elle pas un perpétuel mouvement et d'actions de se défaire pour se refaire ? Les luttes des classes n'ont-elles pas formé le moteur de l'histoire humaine ? Devant cette nouvelle donne, avons-nous besoin de nous ressourcer davantage dans le patrimoine des Lumières ? Ne devons-nous pas insister, dans nos cours d'histoire et dans nos recherches, sur l'universel, en tant que composante principale de notre rapport à l'altérité et aux valeurs humaines ? D'autres part, l'histoire, en tant que science du comparatisme et en tant que discipline critique, peut-elle continuer, dans ce nouveau contexte, à assumer sa fonction contributive au développement de la libre pensée, au service de la formation de la citoyenneté du monde et de sa consolidation ? Ce sont autant de questions, peut être les mêmes, que s'étaient déjà posées, à l'époque, nos professeurs, fondateurs de Paris-8.

II – La « mondialisation » au miroir des universités des pays du Sud : l'image est-elle différente de celle du Nord ?

Traiter de la « mondialisation » nécessite tout d'abord de s'arrêter au niveau de la signification du concept relatif au processus de la formation de cette réalité économique et politique à une vaste échelle du monde actuel. D'aucuns savent que le concept de « mondialisation /globalisation» est récent et est utilisé constamment dans l'analyse des mutations contemporaines afin de comprendre l'interconnexion entre les différentes parties du monde du temps présent.

a – La représentation de la « mondialisation » au Sud :

Faut-il rappeler que le concept de mondialisation est apparu, pour la première fois, aux États-Unis en 1983, sous la plume de l'économiste Théodore Levitt. Contrairement à l'internationalisation qui préserve les particularités nationales, il stipule, par extension de sens, la standardisation, le nivellement ou l'« américanisation » des habitudes de production¹², de consommation et de comportement, à l'échelle planétaire. Il sous-tend aussi la révolution des TIC, synonyme d'ultra libéralisme (avec la fin du communisme à l'Est et de l'autarcie chinoise), la concurrence généralisée, avec la libéralisation des échanges et la suppression progressive des barrières douanières, au niveau international.

La « mondialisation », sans être une fatalité, est perçue au Sud comme une internationalisation du mode de production du grand capitalisme, par opposition à l'internationalisme socialiste ou communiste. Il s'agit, dans ce cas, d'une déviation de projet de société obéissant à l'humanisme, à l'universalisme et à la justice sociale. Cette « globalisation » est comprise aussi comme une représentation et une conception américaine du monde, où l'économie du marché et la « culture du marché », obéissent à la culture du gain et de la plus-value, en dépit du messianisme qui lui est attribué par des mass médias...

Le désenchantement des pays du Sud, à la fin des années 60, devant de faux espoirs de récolte des fruits de l'indépendance, traduit par la continuité de la domination sous d'autres formes d'inégalité d'échange, s'est exprimé, notamment, à travers les activités du « mouvement des non alignés ». L'hégémonie permanente de l'impérialisme, passe du stade colonial au stade mondial. Une réalité économique et financière qui excluait du bénéfice de la croissance et du bien être près du ¾ de l'humanité.

La représentation de la mondialisation au Sud est balisée donc par des concepts du genre : *transnational, multinational, intercontinental, virtuel, FMI, BM, OMC, OCDE*, etc..., se traduisant par l'effacement des frontières nationales devant le commerce mondial et l'hégémonie sur les moyens d'information. La mobilité du capital, dans ce nouvel ordre international, exclut la mobilité des hommes (notamment la force de travail), d'où l'émergence d'un nouveau concept avec une nouvelle réalité : « *Harraga* » ou brûleurs de frontières (parmi lesquels aussi des diplômés sans emploi), engendrant le lot de victimes avalées ou rejetées par les mers.

Ce genre de rapport Nord/Sud ne fait que creuser davantage des disparités entre les deux ensembles. D'ailleurs, les pays de Sud sont contraints d'abolir les mesures de protectionnisme et de leurs fragiles ou frêles économies et de s'abstenir d'intervenir dans le secteur privé, en libéralisant toutes leurs entreprises étatiques. Privatisation tous azimuts, réorganisation des économies des pays dits « en développement », selon les consignes d'experts du FMI et de la BM, notamment, imposition du modèle libéral, au niveau des modes de gouvernance, réformes des systèmes d'enseignement et de recherches, etc..., n'ont pas empêché nombre de pays de glisser davantage vers le surendettement, voire l'instabilité. Ces nouvelles données de la mondialisation ont tendance à perturber ainsi toutes les économies des pays dits « en développement », à la recherche d'une stratégie.

¹² Il s'agit, en fait, d'un nouveau « taylorisme ».

b - Les universités des pays de Sud face aux données de la « mondialisation » : quelle stratégie ?

Dans le nouveau contexte mondial de la prédominance de l'économique et de sa gouvernance financière, imposée par les puissances du Nord¹³ à travers les instances financières qu'elles contrôlent, les universités se trouvent bousculées entre des attentes souvent contradictoires : Il s'agit de continuer à enseigner l'universel et à produire les cadres sociaux et économiques traditionnels, c'est-à-dire en rapport avec les besoins de la société, au niveau local, ou d'adhérer à une perspective de « mise à niveau » pour éviter la marginalisation par rapport au système monde.

En effet, les missions et les problèmes actuels auxquels sont confrontées les universités, qu'elles soient au Nord ou au Sud semblent les mêmes. A l'heure de la « compétition pour l'excellence », au niveau de la formation dispensée et du classement de Shanghai, les institutions universitaires sont de plus en plus préoccupées par la question du palmarès, à l'échelle de placement de leurs promotions sortantes.

Le rapport entre la société et son université ainsi que les attentes réciproques ne sont plus les mêmes, devant la rude concurrence des institutions académiques du secteur privé. Celles-ci ont tendance à s'accaparer, de plus en plus, le marché de l'emploi des cadres, notamment dans les secteurs du commerce, de la finance et de l'industrie. Que reste-il donc pour l'employabilité des universités, sinon le secteur public, souvent saturé, qu'il soit en pays du Nord ou du Sud ?

Mais faut-il, dans ce cas, amarrer l'université aux exigences de l'entreprise et céder ainsi à la demande de la « formation à la carte » ? Autrement dit, devant la loi de la libre concurrence, les universités (publiques), sont-elles contraintes, pour relever le défi, de suivre le modèle et de répondre aux attentes de l'économie de marché, sous peine de se marginaliser ou de devenir des usines de production de chômeurs diplômés ?

En fait, la plupart des universités du Sud, notamment maghrébines et plus précisément tunisiennes, sont engagées dans le même processus que celles des pays du Nord. Elles partagent, réellement, les mêmes problèmes et les mêmes questions, concernant leur présent et leur avenir. Il s'agit de chercher à résoudre un certain nombre d'équations du genre : comment concilier les attentes de la société civile avec celles des entreprises économiques ? Comment assurer une adéquation parfaite entre la formation et le marché mouvant de l'emploi, tout en respectant un ensemble de valeurs et de traditions scientifiques et académiques immatérielles qui font ou représentent l'identité même de l'institution ?

D'ailleurs, l'adhésion des sociétés du Sud à la modernité, pendant la période coloniale, était aussi une exigence acceptée par les mouvements réformistes d'alors, qui ont milité pour l'intégration de leurs sociétés dans le nouveau système de production capitaliste. Le défi de l'époque n'était pas moins pesant par rapport à celui d'aujourd'hui et l'ouverture du local sur l'universel ne se fait pas toujours, sans fissures ni frictions, car se rapportant aux questions des mutations lentes des mentalités.¹⁴

¹³ Maintenant certains pays riches de Sud (bailleurs de fonds), comme L'Arabie Saoudite, se sont joints au club des grandes puissances industrialisées (le G20).

¹⁴ AYACHI Mokhtar. *Écoles et société en Tunisie (1930-1958)* – Tunis : CERES, 2003, 400p.

L'adaptation des universités actuelles des pays dits en développement ou émergents, comme celles du Maghreb, se traduit par l'adhésion au processus de la réforme ou de la mise à niveau, notamment par l'adoption des normes européennes (processus de Bologne en 1999) des cursus en LMD, en vue de faciliter, entre autre, la mobilité des étudiants. L'organisation des études supérieures, au double niveau de l'enseignement et de la recherche, en "École Doctorale", en articulant les deux composantes de l'activité académique vise aussi la consolidation de l'esprit gestionnaire dans l'institution universitaire.

Cette nouvelle configuration du "paysage" universitaire au Sud renforce une certaine standardisation de l'enseignement supérieur, aligné sur le modèle de fonctionnement européen du LMD. L'exemple tunisien est, à cet égard, évocateur. En effet, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui l'a adopté depuis 2005, dispose, dans son organigramme, d'une Direction générale, réservée à "l'Innovation universitaire". Dans sa stratégie décennale (2008/2017)¹⁵ de développement de l'enseignement, ce ministère, prévoit, à titre d'exemple, l'accroissement des universités régionales, la création de pôles universitaires décentralisés et d'observatoires des besoins du marché. Il envisage aussi le soutien de l'employabilité, au moyen de diplômes "pratiques", et la diffusion de la "culture de l'entreprise", par l'encouragement du partenariat avec le milieu économique et social dans la formation et la recherche.

Cette tendance existe, depuis quelques années, même au sein de certaines universités spécialisées dans les humanités, où des Masters professionnels de "création d'entreprises" fonctionnent. D'autres formations diplômantes, comme à l'université de la Zeytouna, concernent le « Patrimoine et le Multimédia » ou la « Jurisprudence islamique successorale ».

D'autre part, l'option faite, dans ce plan décennal tunisien, au développement et à la consolidation du système de l'enseignement virtuel (à distance), par la formation en ligne, ne fait que confirmer davantage l'adhésion au système-monde de la marchandisation du produit de l'université. Celle-ci, de plus en plus préoccupée par la création de parcours "promoteurs", fait du slogan de "l'enseignement à vie" (nécessité d'une formation permanente, recyclante et garantissant la productivité) un synonyme de démocratisation de l'accès au savoir.

D'ailleurs, le concept d' *économie du savoir*, dont l'édification est liée à un type nouveau de formation de formateurs, est souvent utilisé dans la documentation officielle tunisienne, traitant du rapport de l'université avec l'univers économique et social. Cependant, soucieuse de garantir sa crédibilité par la qualité de la formation, l'université s'ouvre, de plus en plus, à la coopération internationale qui permet l'adaptation de paramètres d'évaluation. D'ailleurs, la généralisation, de plus en plus, du système de l'information diplômante « LMD » par les institutions académiques du Sud, confirme leur engagement dans le processus de la mondialisation, perçu comme un nouveau mode de production auquel il faut adhérer sous peine de se marginaliser par rapport au système monde.

D'une façon générale, le mot d'ordre, au niveau des filières de l'enseignement supérieur conduisant à une "meilleure" employabilité, est à la diversification¹⁶ pour contenir le phénomène de la massification, observé, essentiellement, à partir de la fin des années

¹⁵ Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Technologie, Direction générale de l'Innovation universitaire – Stratégie du Développement de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Tunis, Août 2008. 18p.

¹⁶ Dans les universités tunisiennes il y a, par exemple, plus de 500 filières différentes.

1980. Pour cela, on opte, de plus en plus au Sud (en Tunisie particulièrement), à une "autonomisation" des universités et à la décentralisation, en vue d'une plus grande articulation ou flexibilité à la demande des entreprises. D'ailleurs, on encourage ouvertement au développement de la coopération entre les institutions économiques privées et les universités. Ceci devient une exigence qualifiée de "rationnelle".

Mais serions-nous passés ainsi, en peu d'années, de l'ère de la massification à celle de la "marchandisation" des systèmes d'enseignement, au nom de la diversification de l'adaptabilité et de l'employabilité ? Le pas est vite franchi pour la compétition, voire la concurrence, comme loi du marché¹⁷ auquel les universités seront soumises.

Les politiques libérales, au niveau de l'enseignement supérieur s'accompagnent, souvent sous l'impulsion des institutions financières internationales, par l'ouverture du secteur de la formation à la privatisation¹⁸. Cet ordre d'enseignement est envisagé comme un marché producteur de ressources humaines et de compétences, plutôt destiné à l'exportation et répondant à des préoccupations plus utilitaires. Ses cursus tendent même à se substituer à ceux qui sont plus axés sur les valeurs humanistes et citoyennes, au profit de préoccupations "qualifiantes" (et tayloriennes même).

c - Mobilité ou exode de cerveaux Sud / Nord ?

L'option libérale, concernant l'enseignement supérieur et pratiquée de plus en plus au Sud, encourage même la création de filières «franchisées» ou délocalisées (du Nord) visant la mobilité internationale des étudiants. Cette mesure concourt plutôt à faciliter leur exode vers le Nord et a pour effet de modifier leurs stratégies avec la modification des hiérarchies mêmes des disciplines.

À l'échange inégal Sud / Nord, au niveau des ressources naturelles, s'ajoute une autre inégalité, au niveau de la mobilité des étudiants, ou plutôt de leur émigration au Nord. Les ressources humaines diplômées, venant du Sud, prêtes à s'insérer dans les circuits de production du Nord, n'auront ainsi rien coûté, ou presque, sur le plan des investissements touchant à leur formation. En effet, elles sont immédiatement productives, tout comme la main-d'œuvre qui a précédé entre les deux guerres et après, au cours du siècle dernier.

En outre, la rhétorique de la mobilité internationale des étudiants se traduit réellement par une discrimination entre ceux du Sud, de haut niveau, émigrant vers le Nord, et ceux du Nord qui sont encouragés à diversifier leur mouvement multilatéral, Nord / Nord. A titre d'exemple, on recense en 2007, la présence de 260.000 étudiants étrangers en France. Les Marocains s'y placent en tête, avec 32.000 unités, suivis par les Chinois, avec 22.500 et les Algériens avec 22.350 étudiants¹⁹. Les Tunisiens ne représentent qu'une dizaine de milliers.

Parallèlement ou comparativement, une autre mobilité, Sud / Sud, est favorisée par l'implantation de filiales de certaines institutions universitaires "prestigieuses", fonctionnant

¹⁷ Hirtt Nico, "université globale, université marchande", in *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale*, op.cit. pp. 25-38.

¹⁸ Mazelle Sylvie (sous direction de) - *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale : une comparaison internationale (Maghreb, Afrique, Canada et France.)* revue *Alfa Maghreb et sciences sociales* (2007), IRMC, Maisonneuve et Larose, 2008, 356p.

¹⁹ Chiffres fournis par la revue *Jeune Afrique* n° 2519 du 19 au 25 avril 2009, p. 16.

en mode privé ou jumelées avec d'autres institutions locales. Celles-ci délivrent une formation diplômante labellisée (at home) à peu de frais de séjour.²⁰

Conclusion :

Au vu des ces données analysées et pour mieux appréhender le monde qui se construit aujourd'hui, est-il temps de changer ou d'agrandir davantage l'échelle spatiale dans l'étude des aires culturelles pour déprovincialiser l'histoire, en ouvrant ainsi de vastes fenêtres vers une histoire globale de l'humanité²¹? En effet, le besoin de connaissances, stimulé par les nouvelles mutations que connaît le monde, semble n'avoir plus de limite devant la boulimie suscitée par de nouvelles approches des sciences humaines et sociales, au temps des TIC et des opportunités qu'elles rendent possibles.

Ainsi, l'histoire comparative ou l'histoire sans rivages, embrassant l'étendue du temps et de l'espace, vantée notamment par l'école des Annales et celle de la Nouvelle histoire²², est devenue une réalité au temps de la mondialisation. Il s'agit de l'histoire globale, se situant dans le sens des quatre axes cardinaux et localisant les groupements de l'humanité. Elle s'inscrit, en fait, dans l'ordre des choses au temps présent où nous sommes, de plus en plus, préoccupés de rechercher des connexions et des circulations d'hommes, des idées et des biens, sous toutes leurs formes.

En effet, ne sommes-nous pas en train de vivre, au début de ce troisième millénaire, des mutations profondes et accélérées, caractérisées par un processus de transferts et de métissages au niveau, non seulement économique, mais aussi social et culturel. Dans ce sens, les dynamiques historiques échappent, de plus en plus, au déterminisme de concepts, tels que ceux de *Centre* et de *Périphérie*, développés par l'historiographie des années soixante-dix.

Mais partant de principes historiques selon lesquels les hommes, les marchandises et les idées ont toujours circulé, par terre et par mer, entre tous les continents, nous constatons que les variables touchent essentiellement les moyens mis en œuvre ou en place, en rapport avec le développement de la science et des techniques.

En effet, à titre d'exemple, le phénomène soixante-huitard en France, non seulement sous sa forme revendicative, mais aussi culturelle et politique (constituant une sorte de rupture) n'avait-il pas été ressenti, tel un puissant séisme, notamment chez les jeunes du monde, à plusieurs milliers de kilomètres à la ronde ?

Concevoir une histoire du temps présent, à l'ère de la mondialisation, ce n'est plus reconnaître les frontières géographiques et les particularismes locaux, mais adhérer, désormais, à l'histoire globale, embrassant les aires culturelles humaines. De telle sorte, l'historiographie contemporaine peut-elle contribuer à démontrer et à expliquer, suffisamment, que la mondialisation / globalisation, comme d'autres phénomènes, ne peut qu'avoir une approche plurielle ?

²⁰ Il y a une présence accrue ces dernières années, d'étudiants d'Afrique sub-saharienne et des Moyen Orient dans les universités privées tunisiennes.

²¹ Douki Caroline et Minard Philippe – *Histoire globale, histoires connectée : un changement d'échelle historiographique ?* – *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54 – 4 bis, 2007.

²² Cf. Christophe Charles – *Etre historien en France : une nouvelle profession ?* – in Bédarida François (s. direction de) – *L'histoire et le métier d'historien en France (1945-1995)* – Paris : édition de la MSH , 1995.

Cependant la société civile, en France et ailleurs, en tant que contre pouvoir assurant la permanence des équilibres démocratiques et la pérennité des acquis historiques, sera-t-elle toujours la garante de cet ordre, en évitant que l'axe pris par la mondialisation / globalisation ne s'écarte davantage de la trajectoire du cheminement ou des étapes civilisationnelles aspirant à l'universalité ?

Dans le nouveau contexte de la mondialisation, l'université, pour sa part, pourra-t-elle continuer, particulièrement à travers le champ des sciences sociales et humaines, de jouer le rôle d'observatoire permanent et vigilant des processus des transformations et des régulations des phénomènes sociaux, culturels et économiques que nous vivons à l'échelle planétaire ?

Autrement dit, cette institution, en tant que fournisseur de services, dont l'économie et la société ont besoin, pourra-t-elle se positionner en équilibre entre la demande sociale et culturelle et les nouvelles exigences du politique, influencées par une nouvelle culture virtuelle et un « nouveau » mode de production (axé sur l'économie du marché), au référentiel outre Atlantique ?

En tout cas, cette rencontre générationnelle de Paris-8, à la manière d'un forum, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de la création de l'institution académique, est une invitation à la poursuite de la réflexion, toujours renouvelée, sur le devenir de l'université. Un devenir obéissant, en fait, aux mêmes enjeux et défis, que cette dernière soit localisée au Nord ou au Sud, dans un contexte homogénéisé, de plus en plus uniformisé.

Mokhtar Ayachi